



EAA

European Anglers Alliance – Mars 2004
Edition du 10^e Anniversaire

La pêche à la ligne récréative sur la scène de l'Europe

C'est bien connu, la pêche à la ligne est un loisir très populaire en Europe, avec près de 25 millions de participants générant plus de € 25 milliards pour l'économie, mais depuis 1994 ce secteur potentiellement puissant n'a pas sa voix au cœur de



Photo : EAA Belgique

la Communauté Européenne. La pêche récréative est un passe-temps solitaire, un de ses bénéfices majeurs est l'encouragement d'un moment de calme à la campagne. De ce fait les pêcheurs à la ligne sont difficiles à organiser au niveau national, seuls en travers des frontières allant du Cercle Arctique à la Méditerranée, embrassant différentes cultures et pêchant des espèces d'eau douce, de mer et migratrices.

Cela a pris cinq ans d'intenses efforts avant que la nouvelle alliance naisse, mais en ce jour historique d'avril 1994, des représentants des corps gouvernants de la pêche à la ligne de 14 pays européens se sont réunis pour le lancement de la toute jeune European Anglers Alliance

Développement pan-européen

Ces dernières années, sept pays se sont joints à nous, et malgré la perte (pour raisons économiques) de trois petits pays, l'organisation reste un corps largement représentatif pan-européen. L'EAA a démontré la capacité des pêcheurs à la ligne de passer au-dessus des divisions nationales et sectaires, devant la réunification de l'Allemagne et les pourparlers de paix en Ir-

lande avec une représentation nationale unifiée de la pêche à la ligne, une condition pour l'adhésion à l'EAA. L'EAA a également devancé l'extension de l'UE en acceptant l'adhésion des pays candidats, et en s'occupant des problèmes d'intégrations économiques en termes de niveau de cotisation et de droit de vote.

Lobbying en partenariat

L'organisation a très vite réalisé que pour affirmer sa présence, une représentation professionnelle permanente à Bruxelles est requise. Les premiers projets importants sur les pluies acides et la prédation du cormoran ont été gérés par les membres du conseil d'administration dans leur propre pays.

Un partenariat clef, établi en 1996 avec la European Fishing Tackle Trade Association (EFTTA), a permis d'employer dans un premier temps un lobbyiste à temps partiel en 1997, et par la suite, en 2001, un secrétaire général à temps plein.

Le conseil d'administration de EFTTA, qui représente près de 200 membres commerciaux en Europe, a réalisé que le futur de la pêche à la ligne, et que nos objectifs partagés méritent leur support.

EAA travaille avec d'autres partenaires, particulièrement la Confédération Internationale des Pêcheurs Sportifs (CIPS) qui est responsable des compétitions mondiales.

L'EAA partage aussi beaucoup d'objectifs communs avec des ONG écologiques et des organisations comme l'IUCN, le WWF, Seas at Risk et Birdlife International.

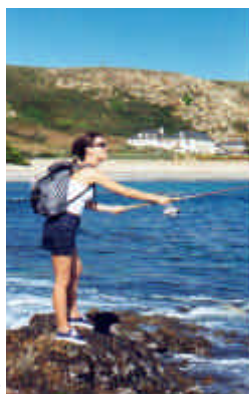


Photo : Coll. privée

Pour les 10 ans à venir des challenges en vue

Ces dix dernières années ont vu des améliorations conséquentes dans la qualité de l'eau en Europe occidentale, bénéficiant tant aux poissons qu'à la faune et à la flore. La Directive Cadre sur l'Eau européenne et l'initiative Natura 2000 offrent l'opportunité de consolidation et de gains ultérieurs. Malgré tout, des challenges majeurs demeurent; la pollution diffuse reste un problème sigifiant, lié à la réforme de la Politique Commune de l'Agriculture. Les stocks de saumons de l'Atlantique Nord continue de déliner et les stocks d'anguilles européennes sont au stade terminal.

L'EAA s'est engagée à travailler avec des partenaires internationaux et des gouvernements pour aider à solutionner ces problèmes. Nos stocks de poissons en mer ont été dévastés par le secteur commercial, et les gouvernements européens n'ont pas empoigné le filet des réformes radicales de la PCP. La Pêche à la ligne en mer récréative offre une alternative durable avec des bénéfices économiques substantiels au secteur commercial. Malgré cela l'EAA est gardée en marge des débats par une vue limitée au sein de la Commission. Ceci est notre challenge le plus important et le plus prioritaire.

Editeur Responsable:
Jan Kappel
Secrétaire Général

EAA – European Anglers Alliance
Rue du Parnasse, 42
1050 Bruxelles
Belgium

Tél/fax: +32 2 732 03 09

Email: email@eaa-europe.org

Website: www.eaa-europe.org
©-EAA-2004

EAA se bat pour le poisson - du puissant saumon à l'humble cabillaud

Ces deux espèces, saumon et morue, illustrent certains des succès et, aussi, des échecs des gouvernements de l'UE d'aborder la gestion durable des espèces de poissons.

Les stocks de cabillauds de la Mer du Nord ont été dévastés depuis des années par la surpêche. L'industrie de la pêche commerciale n'a jamais montré un réel intérêt pour la durabilité à long terme. Ces deux dernières décennies, une industrie très puissante a fait pression de façon conséquente auprès de l'UE pour que les mesures nécessaires au sauvetage de notre héritage commun, les stocks de poissons, ne soient pas implémentées. En 1981 la Commission Européenne a proposé que la taille minimale de débarquement du cabillaud soit augmentée de 30 cm à 45 cm. L'industrie y était fortement opposée et a jugé cette proposition "d'anti conservation et de menace pour leur gagne-pain". Maintenant, 23 ans plus tard, la taille minimale de débarquement est non pas de 45 cm mais bien de 35 cm. En Islande elle est de 50 cm ! De plus, le quota annuel du cabillaud a été fixé par les ministres de l'UE à 30% de plus, en moyenne, que celui proposé par la Commission depuis plus de 10 ans.

Il n'est pas surprenant que ces demi-



mesures prises par l'UE pour rencontrer les intérêts à court terme des pêcheurs aient seulement postposé l'inévitable, l'effondrement virtuel des stocks de cabillaud de la Mer du Nord. Ces deux dernières années (2002 et 2003) les scientifiques de ICES* ont recommandé une clôture complète de la pêche constatant qu'il y a encore trop de bateaux poursuivant trop peu de poissons pour permettre aux stocks de se renouveler. La Commission n'a pas avalisé cet avis et, en lieu et place, elle a décidé d'un compromis politique qui permet de continuer à pêcher la morue.

EAA a publiquement critiqué cette décision, soulignant que c'était une entorse aux propres règles de la Commission :

Etant donné que beaucoup de stock halieutiques continuent de décliner, la Politique Commune de la Pêche devra être améliorée pour assurer la viabilité à long terme du secteur de la pêche par l'exploitation durable des ressources aquatiques vivantes via les avis scientifiques et

l'approche de précaution, qui est basée sur les mêmes considérations que le principe de précaution dont il est question à l'Article 174 du Traité. Règlement du Conseil (EC) n° 2371/2002 du 20 décembre 2002.

L'EAA signale qu' ignorer les avis d'ICES et permettre que la pêche au cabillaud continue n'est ni préventif, ni durable, et il est improbable que cela assure la viabilité à long terme de la pêche.

* ICES, International Council for the Exploration of the Sea. Conseillers indépendants auprès de la Commission Européenne

Politique de la pêche européenne : changements fondamentaux requis

EAA a exigé des changements fondamentaux à la politique européenne de la pêche, incluant :

- Clôture de la pêche au cabillaud en Mer du Nord pour permettre aux stocks de se reconstituer
- Augmentation des mailles des filets pour créer une pêche durable de tous les stocks
- Interdiction complète des rebuts.
- Rééquilibrage de la pêche en faveur du secteur récréatif.

Pour la pêche intérieure, une nouvelle tendance a été identifiée. Ceci a clairement été établi au SYMPOSIUM ON FISHERIES AND SOCIETY DE L'EUFAC, Hongrie, 2000 : Perspectives sociales, économiques et culturelles des pêches (en eaux) intérieures

"la gestion de la pêche intérieure dans la plupart des pays européens et nord-américains tend de plus en plus à souligner la récréation et la préservation plutôt que la fonction plus ancienne de production de nourriture. Plusieurs des problèmes se posant actuellement à des gestionnaires se situent dans la transition du commercial à la pêche récréative. La pêche récréative est en passe d' avoir un plus grand avantage socio-économique pour la société, par le loyer accru et par le développement du tourisme."

Quote from: www.fao.org/DOCREP/MEETING/X8232E.HTM

Cette citation exprime ce qui pourrait être appelé la nouvelle réalité dans la gestion européenne de la pêche. Cette nouvelle réalité devrait être valide tant pour la pêche intérieure que pour la pêche maritime.

Chiffres récents sur la valeur réelle de la pêche à la ligne

Une étude récente par DEFRA (GB) montre que la valeur de la pêche à la ligne récréative en mer en GB est de £ 1,6 milliards avec un potentiel de croissance considérable. La valeur des prises des commerciaux était de £ 640 millions, moins de la moitié, sans perspective à long terme.

Une autre étude récente, par INDECON Consultants, conclut que la valeur d'un saumon sauvage pris par les pêcheurs à la ligne vaut vingt fois plus pour l'économie irlandaise que le saumon pris par des filets lors de la course annuelle vers les zones de frai dans les rivières irlandaises. L'étude estime que le revenu total direct de la pêche commerciale du saumon est de € 4,33 millions sur base de chiffres de 2002. Cette estimation de revenus ne comprend pas la valeur ajoutée d'activités ultérieures comme le traitement du poisson et la fumaison. La valeur du secteur du saumon fumé est estimée à €10,6 millions pour 2002. Les consultants estiment que la pêche à la ligne du saumon génère quelque € 11 millions annuellement, avec € 6,43 millions générés par les visiteurs d'outremer et € 4,59 par les pêcheurs à la ligne indigènes. Il semble que les deux secteurs génèrent un apport économique égal, mais les deux secteurs emploient la ressource naturelle très différemment. Le secteur de la pêche à la ligne prend seulement 3 à 5 % de la capture totale de saumon, tandis que le secteur commercial prend 95 à 97 % ! Les consultants d'INDECON pensent que le niveau de capture devrait être aligné avec le développement durable et dit qu'un rééquilibrage entre les secteurs commerciaux et récréatifs devrait être fait. John Browne TD, Ministre d'Etat irlandais au département de la Communication, la Marine et les Ressources Naturelles a bien accueilli les conclusions et a dit : "Ne rien faire n'est pas une option".

Une troisième étude très récente publiée en janvier est : "Pêches Récréatives en Allemagne - une analyse sociale et économique". Cette étude confirme la valeur écrasante du secteur récréatif (pêche à la ligne en mer et en eau douce). En 2002, environ 3,3 millions de personnes âgées de 14 ans et plus ont pêché au moins une fois en Allemagne ou à l'étranger. Le bénéfice économique associé à la pêche à la ligne a été estimé à > € 6,4 milliards par an, et qu'environ 52.000 employés étaient dépendants, directement ou indirectement, des dépen-

(suite p3)

(suite de la p2)

ses de la pêche à la ligne.

Le message d'EAA à tous les politiciens d'Europe, à tous les gestionnaires de l'environnement et de la pêche est de réfléchir à leur façon de voir la gestion de la pêche en mer, à penser que la pêche à la ligne récréative en mer est une industrie énorme, de bien plus de valeur que la pêche commerciale, qu'elle cause moins de mortalité des stocks et que c'est une méthode d'exploitation durable. Et, cerise sur le gâteau, la pêche à la ligne récréative est une activité de loisirs simple pour toutes les générations, une activité réellement familiale, engendrant du plaisir, promouvant un style de vie sain, relaxante, écologique, éducative et qui est appréciée par des millions de personnes.

La dominance du secteur commercial menace les stocks de poissons.

De nouveaux comités consultatifs régionaux (CCR) sont proposés pour les régions principales de pêche maritime d'Europe et joueront un rôle principal en fournissant conseils aux Etats membres et aux gouvernements régionaux sur la gestion de pêche dans une politique commune de la pêche reformée (PCP). Les propositions originales pour la composition de CCR ont aggloméré le secteur de la pêche récréative avec "d'autres groupes d'intérêt" et ont assigné 51% au secteur commercial. Les dernières propositions augmentent l'attribution de sièges au secteur commercial à 67%.

La proposition des CCR favorise la voix d'un groupe d'intérêt - les pêcheurs commerciaux et l'industrie de la pêche - à un degré peu raisonnable aux dépens de quatre autres groupes - secteur de la pêche récréative, secteur de la pisciculture, organismes environnementaux et autres groupes d'intérêt. Le secteur de la pêche professionnelle tiendrait une majorité accablante aux CCR, bien que ce soit ce secteur qui s'est uniformément opposé à la gestion durable visée par le conseil scientifique des stocks halieutiques. La proposition de la Commission n'identifie pas la taille et l'importance économique du secteur de la pêche récréative - qui pour la pêche à la ligne récréative *seule* compte plus de 25 millions de participants engendrant une dépense de plus de 25 milliards Euros - la contribution croissante du secteur de l'aquaculture ou l'influence des ONG écologiques.

L'EAA appelle à l'adoption de l'approche basée sur l'éco-système

L'European Anglers Alliance a interpellé le Conseil Européen pour le rejet de ces propositions de la Commission et demande une proposition révisée des CCR offrant un meilleur équilibre entre les parties prenantes qui peuvent contribuer effectivement à une réforme de la Politique Commune de la Pêche (PCP), en particulier la gestion des stocks de poissons, en incorporant une approche basée sur l'éco-système et le principe de précaution.

Les stocks de saumon prêts au rétablissement



Photo : Sea River News

Il y a peut-être lieu d'être plus optimiste pour les stocks de saumons. En dépit du déclin continu durant les 35 dernières années, le nombre de saumons dans l'Atlantique nord semblent s'être stabilisé et peut être en augmentation. La restauration laborieuse d'habitat en Europe, au

R-U, en Irlande, en Scandinavie, en France et dans le Rhin, ont maintenu et augmenté la production juvénile en eau douce. Cependant, il y a 30 ans, quelques 25% de saumons de migration revenaient comme adultes pour frayer, ces chiffres sont maintenant tombés à moins de 5%, indiquant qu'il y a un problème important avec la survie des saumons en mer. On suspecte le réchauffement global, affectant les températures à la surface de la mer et l'approvisionnement alimentaire le long des itinéraires de migration comme une cause importante de la mortalité accrue. Cela souligne l'importance d'aborder les problè-

L'Irlande exhorte pour l'interdiction des filets dérivants.

L'exploitation commerciale des saumons en mer a augmenté rapidement dans les années 60 avec l'introduction des filets monfilament et une pêche énorme s'est développée dans les eaux de mer alimentaire du Groenland occidental. La pêche au filet dérivant s'est également développée le long de la côte occidentale de l'Irlande et de la côte de nord-est de l'Angleterre. Le souci à ce niveau d'exploitation a mené à la création

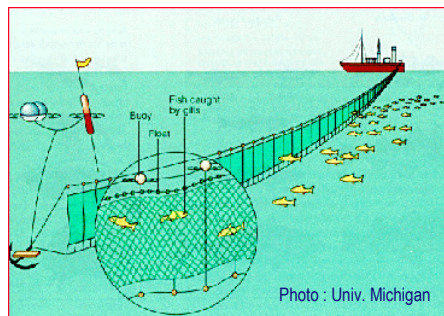


Photo : Univ. Michigan

de la North Atlantic Salmon Conservation Organisation (NASCO) en 1984, une organisation intergouvernementale chargée de déterminer des quotas pour les saumons en haute mer.

Depuis 1994, l'EAA agit en tant que présidente des 24 ONG observatrices à NASCO et joue un rôle de dirigeant en coordonnant la pression sur les gouvernements membres. Suivant les avis de ICES, NASCO a été capable de placer des quotas de plus en plus bas au Groenland, culminant avec un accord privé négocié par le militant islandais Orri Vigfusson, pour arrêter effectivement la pêche du saumon en haute mer. D'une longue campagne en GB a résulté un accord de partenariat public/privé pour racheter la majorité des filets dérivants de la côte nord

est de l'Angleterre, qui, à un moment, comptait 80 % des prises totales du saumon en Angleterre et au Pays de Galles. Les pêcheurs à la ligne ont également joué leur part, et plus de la moitié de tout le saumon

pris en GB est maintenant relâché après la capture. Toutefois, la pêche au filet dérivant irlandaise reste la plus grande pêche de l'Atlantique Nord et prend une estimation de 300.000 poissons par an. C'est particulièrement endommageant car il intercepte les saumon d'Angleterre, du Pays de Galles et les rivières s'améliorant en France, en Allemagne et en Espagne.

L'EAA continue à focaliser l'attention internationale sur le gouvernement Irlandais, et a accueilli une délégation d'ONG Irlandaises à Bruxelles en 2003. L'intransigeance irlandaise est particulièrement embarrassante pour la délégation européenne à NASCO. La suppression des filets dérivants irlandais reste un objectif clef de la politique d'EAA.

L'EAA est devenue observatrice à la Commission Baltique.

La pêche au filet dérivant est aussi un facteur majeur affectant le saumon baltique dans la Mer Baltique. En 2003, l'EAA a atteint le statut d'observateur à la International Baltic Sea Fishery Commission, tenue à Vilnius, Lituanie. La pêche au saumon baltique est soutenue par la relâche d'un grand nombre de saumons d'élevage venant de rivières bloquées par les installations hydro-électriques (élevage). Enlever les filets dérivants de ces rivières, où le saumon sauvage lutte toujours pour survivre, et vous avez comme résultat un accroissement de la proportion entre le saumon sauvage et le saumon d'élevage de plus de 10 % pour la première fois. La Suède a démontré que le saumon sauvage de rivière a un avantage socio-économique énorme, et, avalisée par l'EAA, continue de mener campagne pour une interdiction complète de filets dérivants dans la Baltique.



Photos : Sea River News

La prédation des cormorans était en tête de l'ordre du jour d'EAA en 1994 et c'est toujours un sujet qui brasse des émotions intenses chez les pêcheurs à la ligne en Europe.

Pour mettre en lumière la taille et l'envergure du problème, l'EAA a coordonné et produit un atlas "cormoran" publié en 1997, démontrant graphiquement l'impact de ce vorace oiseau mangeur de poissons

Birdlife International a, comme prévu, résisté à l'appel pour la sélection à grande échelle, et quoique des dérogations étaient disponibles pour les abattre sous licence dans des pays individuels, un nombre relativement bas d'oiseaux ont été tirés. Mise face à cette résistance, l'EAA a suivi l'exemple de collègues de GB, qui ont établi un dialogue avec le lobby des oiseaux et a coopéré à l'étude de 3 ans financée par l'UE REDCAFE (*réduire le conflit entre les cormorans et les pêches à un niveau pan-européen*).

Ceci démontra que pour avoir un quelconque impact sur la population de cormoran européenne, quelques 70.000 oiseaux devraient être abattus chaque année, le mieux : c'est difficile, le pire : cela crée une image entièrement négative auprès du public pour la pêche à la ligne au moment où, dans de nombreux pays, on examine de près l'éthique d'attraper du poisson avec une canne à pêche..

L'accent s'est commuté de "tirer pour tuer" en "tuer pour effrayer" et les méthodes de gestion comme des refuges pour poissons, pour réduire l'impact de la prédation. Le nombre des cormorans, qui s'augmentait de 5 % par an, semble maintenant s'être stabilisé, et le problème de la prédation est

Prédation du cormoran Progrès vers un plan de gestion européen

gérée par les gestionnaires de pêche. Bien que ce résultat ne peut pas être applaudi universellement, le débat a servi à concentrer les esprits des politiciens sur le besoin d'une gestion active des prédateurs, plutôt que sur une simple protection, et ces derniers mois, une bonne volonté de considérer des dérogations de la directive "oiseaux" est devenue apparente dans différents états membres.

Le rapport REDCAFE

Le rapport REDCAFE est le travail le plus important entrepris par l'UE sur les cormorans et reconnaît, pour la première fois, qu'il y a des milliers de situations conflictuelles en Europe. Le rapport soutient que les solutions exigent un dialogue structuré entre les parties prenantes qu'elles devraient être guidées par des scientifiques et basées sur des faits scientifiques. L'EAA appuie cette conclusion principale et va presser l'UE d'établir et de soutenir un forum de dialogues

Des statistiques controversées

Certains aspects du rapport ont été controversés. Le rapport établit, se référant à l'estimation de population, que *tirer 17.000 oiseaux n'avait aucun effet, que tirer 30.000 oiseaux aurait un effet limité et que tirer 50.000 oiseaux conduirait à l'extinction de la population*. Il est question que le rapport soit faible du point de vue des bases statistiques de population, avec des données très faibles sur la fertilité et la mortalité, et que la taille de la population peut avoir été sous-estimée. Des indications fermes de sources variées nous apprennent que la population peut être maintenant de plus d'un million d'oiseaux. Ceci renforce notre idée que le modèle est imparfait : 50.000 oiseaux représentent seulement 5% de la population totale et pourrait facilement être compensés par la ponte des 95% restants. De plus, des études de cas sur les

dommages dus au cormoran, qui auraient dû être la colonne vertébrale de ce rapport, ont été très orientées, et que les études montrant 80% de dommage aux populations de truites et d'ombres ont été omises ; ceci est même reconnu dans le rapport même.

L'EAA va soulever tous ces points avec la Commission au nom de la communauté de la pêche à la ligne et de la pêche.

Les gouvernements répondent à la pression

Il y a des signes très clairs, partout en Europe, que le débat sur les cormorans soit entré dans une nouvelle phase. Après des années de pression des pêcheurs à la ligne à propos des dommages dus aux cormorans, pression contrecarrée de manière prévisible par le lobby "oiseaux", plus de gouvernements semblent préparés à appliquer l'Article 9 de la Directive Européenne "Oiseaux" comme projeté : quand il est nécessaire de protéger les stocks de poissons d'un dommage considérable, toutes les mesures, incluant le tir, peuvent être prises contre des oiseaux individuels, aussi longtemps qu'il n'y a pas de menace contre le cormoran en tant qu'espèce.

- Danemark : après des années de protection totale, le nombre de colonies va être réduit de 50 %.
- République Tchèque : contrôles plus stricts du nombre d'oiseaux dans les colonies.
- Suisse : les mesures de contrôles des oiseaux sur les eaux à salmonidés étendues à d'autre site.
- Nordrhein-Westfalen (Allemagne) La loi régionale autorise le tir sans limitation pour tuer.
- Allemagne : Le Bundestag a adopté une résolution appelant à une action au niveau européen pour établir un réel plan de gestion pan européen.

Ceci conforte l'EAA et lui donne de nouveaux encouragements pour sa campagne de gestion durable de ces oiseaux mangeurs de poissons.

La campagne pour la réglementation de la pisciculture balbutie.

*"La pisciculture grandit plus rapidement que n'importe quel autre secteur de production d'animaux alimentaires. Dans le monde entier, le secteur a augmenté à un taux composé moyen de 9,2 % par an depuis 1970, comparé à seulement 1,4 % pour la pêche de capture et à 2,8 % pour les systèmes terrestres de production de viande"*The State of World Fisheries and Aquaculture 2002; FAO

La crise du saumon d'élevage

L'élevage du poisson a été sous une pression sans précédent du public ces dernières semaines, début janvier, suite à un document publié dans *Science*, proclamant que le saumon d'élevage est tellement plein de PCB qu'en manger trop souvent pose un risque de cancer, et en deuxième lieu, plus tard dans le mois, par une pétition au Parlement Européen. Celle-ci accuse le gouvernement de GB de fraude et d'échec dans l'accomplissement d'une évaluation écologique crédible de quelques projets écossais de cages en mer.

Panique sur la nourriture

Il y a eu précédemment des alarmes au sujet des saumons d'élevage, souvent basé sur des témoignages fragiles ou exagérés. Bien que cet article récent ait une base statistique beaucoup plus saine, il y a toujours désaccord au sujet du niveau exact de PCB dans la chair de poissons qui constituerait une menace pour la santé humaine, et les diverses agences de sûreté de nourriture en Amérique du Nord et en Europe se sont rués sur des rapports pour rassurer les consommateurs.

Le Norwegian Seafood Export Council signale des ventes réduites partout dans le monde. Les ventes de saumon d'élevage Norvégiens ont chuté en France, Pologne, Japon, Taiwan, Russie et de plus de 70 % en Espagne. Dans d'autres pays européens les ventes de saumons écossais sont tombées de 80% car les magasins ont choisi du saumon produit en Nouvelle Zélande et en Amérique du Nord et du Sud. Mais l'alarme a été également accueillie avec scepticisme par quelques consommateurs, avec des ventes de saumon dans une chaîne de supermarchés de 25% supérieures. Bonnes nouvelles pour le lobby écologique ! Le rapport avait suggéré qu'il était maintenant plus sûr de manger du saumon sauvage, et bien que ce peut encore être vrai, ce n'est pas un résultat que nous, défenseurs du saumon sauvage, désirons encourager.

Photo : Sea River News



Photo : The Salmon Farm Protest Group

Impacts sur l'environnement

Alan Berry a soumis sa pétition au Parlement Européen en avril 2002 après que l'exécutif écossais ait refusé l'appel d'une enquête publique sur les impacts de l'élevage du poisson, et il a reçu la permission de présenter sa pétition au Parlement ce mois. Il accuse le gouvernement britannique de fraude du fait (proclame-t-il) que ledit gouvernement aurait trompé la Commission européenne concernant l'évaluation et le subventionnement de certains projets de pisciculture en déclarant faussement que les évaluations environnementales appropriées avaient été effectuées par les agences désignées. Il prétend de plus qu'il n'y avait pas de preuve d'une quelconque évaluation environnementale pour quelques projets écossais d'élevage de poisson en cage en mer que ce soit. Berry exigea du Parlement d'enquêter sur cette affaire ainsi que sur les dommages à l'environnement, à la qualité de l'eau et aux stocks de poissons sauvages.

Ce sont des charges sérieuses qui doivent avoir été intensément embarrassantes pour l'Exécutif Ecossais. Le Parlement Européen a des pouvoirs limités, et il a demandé davantage de preuves à l'appui des réclamations, qui seront difficiles à obtenir, étant donné que c'est l'Exécutif Ecossais qui les possède. Néanmoins, cela renforce les appels du lobby des poissons sauvages du besoin d'un règlement indépendant de l'industrie. Lors de l'établissement et l'expansion rapide d'une nouvelle industrie telle que celle-ci, il est raisonnable de penser que des erreurs se

Le besoin de réglementation reste en souffrance, et l'EAA va garder la pression jusqu'à son aboutissement.

Echappées

L'EAA a été amèrement critique sur l'échec des gouvernements nord atlantiques de réglementer leur industrie de pisciculture en terme de maladies, de parasites et de fuites. L'année passée, plus de 80% des saumons pris dans certaines rivières norvégiennes étaient des poissons échappés des élevages. Près de 354.000 saumons et truites se sont échappés des fermes de poissons norvégiennes durant les premiers 10 mois de 2003 (FIS 7/11/2003). Ces dernières 5 années en Ecosse, il y a eu plus d'un million de fuites des fermes de poissons. Certaines rivières de l'ouest de l'Ecosse contiennent maintenant uniquement du poisson d'élevage échappé et leur progéniture. Des biologistes pensent que le saumon sauvage est éteint dans 15 rivières de la côte ouest.

En 1994, NASCO a adopté la Résolution d'Oslo, renforcée en 2003 par la Résolution de Williamsburg, tendant à minimiser l'impact de l'aquaculture sur le poisson sauvage. Le Dialogue entre les intérêts du poisson sauvage, le gouvernement et les éleveurs de saumon a résulté en quelques progrès en GB et en Norvège, mais ce dialogue est nettement absent sur la scène internationale. L' International Salmon Farming Association a formé un comité de liaison "aquaculture" avec NASCO, duquel l'EAA et d'autres ONG sont actuellement exclues.

EAA va continuer de mettre la pression pour être acceptée dans ce groupe et pour une régulation véritable pour créer un élevage durable de saumon

"Dans les cinq ans, la moitié des poissons et des produits dérivés disponibles sur le marché viendra directement de la pisciculture, suivant les experts. Avec le continuel déclin des ressources marines et le besoin de pratiques de pêche durable, les gens autour du monde reconnaissent que la nature de l'industrie globale de la pêche doit changer de façon significative".

FIS, Fish Info & Services, 16.12.2003

L'EAA va continuer à militer pour une approche équilibrée, la reconnaissance de la contribution de la pisciculture, mais insiste sur une réglementation stricte pour assurer un développement durable et un impact minimal sur les stocks sauvages.



Alan Berry & Jan Kappel – EAA Secrétaire Général au Parlement Européen, le 22 janvier

PROFET Conférence en Hongrie

Des présentations d'experts de l'UE, de la FAO et de l'EIFAC sur le statut et la contribution de l'aquaculture aux pêches intérieures ont été entendues à la récente conférence PROFET en Hongrie. L'accent était mis sur le besoin de recherche de l'industrie de l'aquaculture en termes de développement de nouvelles technologies et de nouvelle alimentation pour atteindre la durabilité. Tandis que la contribution de l'aquaculture en soutien de la pêche intérieure, en particulier en termes de réapprovisionnement était reconnue, il y eut peu de contre-poids du besoin de contrôle des évasions, du transfert de la maladie et mouvements et introductions illégaux qui sont répandus dans l'ensemble de l'Europe

Quelques engagements d'EAA

Commission Européenne, DG Environnement – Forum Conseil Européen

"Vers une stratégie thématique pour l'usage durable des ressources naturelles"

Natura 2000 Forum des usagers

Groupe de travail des parties prenantes de NATURA 2000 (Directive Habitats, Directive Oiseaux)

"Travail sur des articles spécifiques des Directives"

IUCN

"Gestion durable de la pêche en eau douce et conservation de la nature dans les pays d'Europe Centrale et de l'Est"

- EAA comme participant

Constitution UE

- Communiqué de Presse – Amendements d'EAA

Conseils Consultatifs Régionaux (CCR)

- Communauté de Presse – Les pêcheurs à la ligne demandent à l'UE de repenser à une proposition de réforme de la Pêche

- Rapport explicatif au Conseil Européen et à la Commission

Mini séminaire d'EAA au Parlement Européen, Bruxelles, le 25 mars 2004

"L'importance socio économique de la pêche récréative en Europe"

Assemblée Générale d'EAA – 2004

26-28 Mars, Dinant, Belgique

CONSSO, Committee of North Sea Senior Officials

- observateurs et ateliers de travail.

FishBase

- projets en coopération avec FishBase

AEES 2004

"L'Année Européenne de l'Education par le Sport 2004"

- EAA comme partenaire sportif

Site Internet EAA – nouvelle version

- prévu pour May 2004

Textes ci-dessus cliquables dans la version électronique

La population d'anguilles dangereusement proche de l'effondrement

L'anguille européenne (*Anguilla anguilla*) va mal.

Les rapports de ICES de l'année passée ont montré que les prises d'anguilles jaunes et argentées combinées sont de plus de 50 % en deux décennies avec un déclin de 99 % des jeunes anguilles pour la même période.

ICES souligne qu'il est d'importance vitale de faire passer le message aux pêcheurs, aux gestionnaires, et aux politiciens : le stock halieutique socio-économique le plus important, le plus répandu en Europe est simplement dangereusement près de l'effondrement.

La Commission Européenne a reçu le message et, le 2 octobre, a publié une "communication" au Conseil Européen et au Parlement sur le développement d'un Plan d'Action Communautaire pour la gestion de l'anguille européenne. Mais nous avons besoin que ce plan s'accélère, nous avons besoin de mesures additionnelles tant dans les pays membres de l'UE qu'au niveau international, et nous en avons besoin rapidement ! Le stock d'anguille est dangereusement proche de l'effondrement. Sans actions coordonnées et sans plan de gestion international, le futur semble lugubre pour ces voyageuses de l'océan.

On trouve l'anguille dans une grande variété d'habitats incluant les eaux côtières, les cours d'eau, les eaux tranquilles où elle trouve un chemin non interrompu pour sa migration. On la



Photo : Sea River News

trouve dans une grande partie de l'Europe, le long des côtes méditerranéennes de l'Afrique et en Asie. Aucune autre population de poisson dans la zone ICES n'est aussi étendue ou ne concerne tant de pêcheurs. Quelques 20.000 à 25.000 personnes sont concernées par la pêche à l'anguille au moins à temps partiel. Pour beaucoup de pêcheurs à la ligne, attraper une anguille n'est pas leur tasse de thé quotidienne, néanmoins il y a de bonnes raisons pour tous de prendre soin de l'anguille car elle joue un rôle clef dans les écosystèmes d'eau douce et fournit la nourriture

de base de nombreuses espèces d'oiseaux, de poissons carnassiers comme le brochet et de petits mammifères; l'anguille est un met de choix pour les loutres. De ce point de vue, la Directive Cadre sur l'Eau en implémentation dans les états membres de l'UE demande des indicateurs de "bon statut écologique" des rivières et cours d'eau etc. L'anguille est un excellent choix comme espèce "indicatrice".

Le rapport alarmant de ICES de ces dernières années renforce l'appel de l'EAA pour une action urgente en Europe pour sauver cette espèce unique. Suite à la résolution de l'AG 2003, l'EAA va même appeler à des mesures plus sévères en 2004, incluant une action immédiate pour assurer à un nombre adéquat d'anguilles argentées de pouvoir arriver en mer pour se reproduire et pour s'assurer qu'un nombre suffisant de civelles puissent migrer vers leur zone de nursery. Ceci impliquerait des restrictions sévères sur le nombre de filets et autres - et même une interdiction complète pour certaines régions - de pêche d'anguilles argentées pendant leur migration d'automne et le contrôle strict de la pêche à la civelle.

En ce qui concerne les barrages et les stations hydro-électriques, chaque cours d'eau, chaque rivière devrait être examiné afin que soit mis en place des passages destinés aux anguilles. Le cahier de charge pour les nouvelles installations devrait, bien entendu, toujours comporter l'exigence d'un passage propre aux anguilles et autres poissons. Une quantité énorme d'anguilles finissent leurs jours - hachées menu - dans l'une ou l'autre des mille turbines des stations hydroélectriques à travers l'Europe. Ces turbines sont probablement les plus grandes tueuses d'anguilles, mais personne ne peut l'affirmer. Plus d'études sont requises en urgence, mais nous ne pouvons attendre ces études, l'action est nécessaire maintenant.

"Mais jusqu'à présent, la Commission n'a pas suivi ce planning. Nous entrons dans un débat sur les mesures d'urgence et nous perdons notre élan" dit Willem Dekker, Netherlands Institute for Fisheries Research et consultant ICES pour "EAA News". Le plan européen « anguille » comporte des mesures de secours et des mesures à long terme.

"Les deux ingrédients sont très appréciés mais les mesures de secours sont prévues pour être mises en application rapidement, alors que seules les mesures finales sont conçues pour mettre en application un but particulier" insiste Willem Dekker.

L'UE pourrait utiliser la Directive Cadre sur l'Eau pour protéger les anguilles.

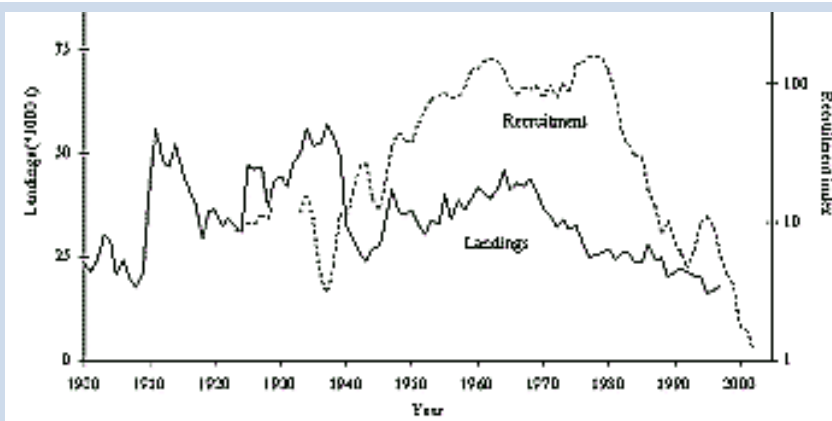
L' "Institute for European Environmental Policy (IEEP)" donne l'information dans sa Note n° 15, oct2003 que, quoique des mesures pour les anguilles doivent être développées sous la PCP, la Commission prévoit que certains sujets seront traités dans le contexte de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) (Directive 2000/60). Sous la DCE, la gestion des bassins fluviaux à l'échelle européenne est introduite avec une coordination internationale. IEEP suggère que la DCE peut être employée pour promouvoir les objectifs de la gestion des anguilles, comme employer des anguilles comme indicateur de "bon statut écologique" des rivières. "Les autorités des bassins fluviaux pourraient aussi être employés pour mettre des objectifs et implémenter des programmes d'action pour les anguilles" dit IEEP. De plus, en employant la DCE, IEEP trouve qu'il serait approprié d'ajouter les anguilles à l'Annexe II ou IV de la Directive Habitats, concernant les espèces, ceci pourrait apporter aux anguilles une protection immédiate.

Le fait que le saumon soit déjà une espèce classée démontre que cette Directive est applicable au poisson. "Toutefois, un argument en défaveur est que plusieurs Etats Membres ne rencontrent actuellement pas leurs obligations sous la Directive Habitats, et ajouter une espèce de plus diluerait leur concentration sur leur travail" déclare IEEP

L'EAA avalise complètement ces vues de l'IEEP et suggère que l'UE devrait utiliser la Directive Cadre sur l'Eau pour protéger l'anguille.

L'action est nécessaire maintenant !

Les chiffres de ICES ci-dessous montrent l'état combien périlleux des populations d'anguilles. Les prises d'anguilles jaunes et argentées combinées sont de plus de 50 % depuis les années 80. Durant la même période le nombre de jeunes anguilles est tombé de 99 %. Le futur des anguilles semble vraiment sinistre.



Graphique du site internet de ICES' website: <http://www.ices.dk/marineworld/eel.asp>

Tendances estimées dans le recrutement et le déchargement de l'anguille européenne montrant l'évolution à la baisse dans le recrutement. Le nombre de nouvelles anguilles "de verre" a maintenant chuté à 1%. Les déchargements (anguille jaune et argentée combinées) ont di-

L'EAA engage les responsables de tous les pays européens et avec cela la Commission Européenne de reconnaître l'importance de l'anguille européenne dans la biodiversité européenne et de passer à l'action rapidement pour sauver cette espèce unique. L'EAA appelle à l'amélioration et à la coopération immédiate en Europe pour des mesures de gestion pour assurer la survie à long terme de l'espèce. De plus, et en particulier, l'EAA insiste sur l'introduction d'une législation exigeant que tout commerce et toute exportation de civelles et d'anguilles soit fait par des revendeurs enregistrés et possédant licence.

* Communiqué de Presse de la Commission Européenne DG Pêche 2 octobre 2003

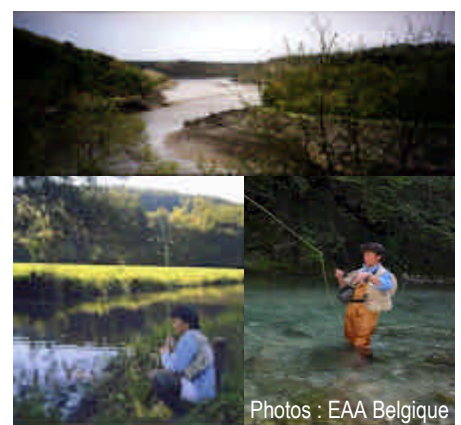
" La Commission propose une action européenne pour protéger l'Anguille européenne.

Communication de la Commission au Conseil et au Parlement Européen Bruxelles, 01.10.2003, COM (2003) 573 final

"Développement d'un Plan d'Action Communautaire pour la gestion de l'anguille européenne"

Impact socio-économique de la pêche à la ligne

Nous savons tous que la pêche à la ligne a un impact socio-économique énorme, estimé à 25 milliards d'euros en Europe, mais pouvons-nous le prouver ? EAA a essayé tant et plus de persuader l'UE de financer une étude pan-européenne, sans résultat à ce jour. EAA Autriche/Dr Franz Kohl a produit un dépliant EAA (2002) se rapportant aux enquêtes faites dans 9 pays européens, et aux études partielles demandées récemment par le gouvernement en GB et en Allemagne. Cela reste une priorité pour EAA de commander une étude européenne coordonnée qui sera reconnue par l'UE et qui prouvera nos dires, une fois pour toutes. Cette étude est aussi importante pour les cas de gestion. Il est un besoin urgent de fournir des données sur les prises par les pêcheurs à la ligne et autres pêcheurs récréatifs, divisées en catégories clairement séparées afin de rendre possible l'identification et de renvoyer les problèmes et les mesures à la bonne catégorie de pêche.



Photos : EAA Belgique

Sémi-

Pour la célébration de son 10e anniversaire, l'EAA organise un séminaire au Parlement Européen le 25 mars pour présenter les derniers chiffres de l'impact socio-économique de la pêche à la ligne récréative en Europe. Un parterre d'invités du Parlement Européen et de la Commission entendront les présentations d'EAA et de EFTTA (European Fishing Tackle Trade Association). Ceci sera un point clef de notre campagne de recherche de financement d'une étude socio-économique pan-européenne complète.



Directive Cadre sur l'Eau

Une opportunité majeure pour la pêche à la ligne



La Directive Cadre sur l'Eau européenne est la pièce majeure de la législation européenne pour l'environnement qui a de profondes implications pour la qualité de l'eau (et la pêche) en Europe. Les Etats membres ont été obligés de l'incorporer dans leur loi nationale dès la fin 2003. L'EAA a produit un guide simple pour encourager les organisations membres à prendre une approche pro-active et à tirer le plus parti de cette opportunité.

Que veut atteindre la DCE ?

Un bon statut écologique dans toutes les rivières et des étendues d'eau pour 2015

La DCE promeut également

- L'usage durable de l'eau basé sur la protection à long terme des ressources.
- Le développement de plans de gestion pour les bassins fluviaux
- Une analyse économique de l'emploi de l'eau, y compris le plein rétablissement des coûts
- Relever les sources de pollution tant ponctuelles que diffuses.
- S'assurer qu'il n'y ait pas de détérioration de la qualité de l'eau et du statut écologique
- Maintenir les accords internationaux comme la fin des décharges de déchets dangereux
- Etablir un cadre pour la protection des zones humides
- Consultation et participation complète du public

Comment est défini le bon statut écologique ?

Ceci est le coeur de la DCE et de son rapport avec la pêche et la pêche à la ligne.

Le statut écologique devrait prendre en compte la qualité de l'eau, sa quantité et l'habitat.

Les bassins fluviaux seront classifiés selon les types suivants :

- Haut – parfait, pas d'impact humain.
- Bon – légère déviation du type "haut"
- Modéré – qualité écologique moyenne
- Pauvre – biodiversité limitée
- Mauvais – Incapable de subvenir à la vie

La surveillance et la mesure du statut écologique seront premièrement basées sur des critères autant biologiques que chimiques.

Quels fleuves et quels plans d'eau sont couverts par la DCE ?

En théorie, toutes les eaux de surfaces, mais certaines dérogation/variation sont escomptées. La Directive "Nappes phréatiques", la Directive "Pêche en eau douce" et la Directive "Habitats" (Natura 2000) sont aussi appropriées

Pourquoi est-ce important pour mon pays, mon organisation et mes membres ?

La DCE est seulement un cadre ; il sera im-

plémenté par la législation nationale de chaque pays membre. Chaque nation membre d'EAA doit s'arranger qu'elle est implémentée correctement, avec des standards compatibles, et que les intérêts de la pêche et de la pêche à la ligne soient correctement sauvegardés.

Mon pays n'est pas membre de l'UE. Comment cela va-t-il nous affecter ?

Les pays qui rejoindront l'UE, ainsi que la Norvège, implémentent une législation parallèle, ainsi la DCE entraîne une meilleure qualité de l'eau partout en Europe.

Quel est le planning ?

2003 Identification des districts de bassins fluviaux

La DCE est basée sur le principe de la gestion de l'eau via des districts de bassins fluviaux.

2004 Décrire et définir chaque district de bassin fluvial.

2006 Etablir leur statut écologique en cours

2009 Etablir un programme de mesures pour restaurer un bon statut écologique et publier les plans de gestion des bassins fluviaux.

2010 Développer des politiques durables de tarification de l'eau.

2012 Implémenter les plans de tarification de l'eau

2015 Atteindre les objectifs environnementaux de bon statut écologique

Quels sont les progrès déjà fait ?

Les pays membres devraient déjà avoir identifié leurs districts de bassins fluviaux et créer la législation nationale pour l'implémentation de la DCE. De plus, une Stratégie d'Implémentation Commune (SIC) a été établie, et les plans de gestion des bassins fluviaux ont été testé sur des bases pilotes ;

CECINA & TEVERE - Italie

GUADIANA – Côte Portugais

JUCAR – Espagne

MARNE – France

MOSEL-SARRE - France, Allemagne,

Luxembourg

ODENSE – Danemark

OULUJOKI – Finlande

NEISSE – République Tchèque, Allemagne,

Pologne

PINIOS – Grèce

RIBBLE – GB

SHANNON – Irlande

SCHELDE/ESCAUT – Belgique, France,

Pays-Bas

SOMOS – Hongrie

SULDALVASSDRAGET - Norvège

QUE DEVRAIT FAIRE LES MEMBRES D'EAA MAINTENANT ?

Districts des bassins fluviaux

Les Districts de Bassin Fluviaux (DBF) devraient déjà être désignés. Si ceci n'a pas eu lieu dans votre pays, ou si vous être insatis-

faits avec la désignation pour n'importe quelle raison, plaignez-vous au département gouvernemental responsable. Si vous n'obtenez pas satisfaction, il est possible de se plaindre à la Commission (consultez notre bureau de Bruxelles).

Plans de gestion des districts pilotes de bassin fluviaux.

Des plans pilotes individuels ont été établis à travers l'Europe (voir liste)

Les membres d'EAA devraient trouver le statut du plan pilote de leur pays; vérifier si ces statuts et si les intérêts de la pêche à la ligne et de la pêche font partie du plan. Rester concernés par le processus.

Stratégie d'implémentation commune

Les gouvernements participants sont responsables pour l'implémentation d'une stratégie commune visant à respecter le planning de la DCE et les plans pilotes sont une part du processus. Si vous n'êtes pas satisfaits avec les prestations de votre gouvernement, plaignez-vous au département concerné. Si l'infraction est grave, vous pourriez vous plaindre à la Commission (consultez notre bureau de Bruxelles).

Classification des eaux – Districts de gestion des bassins fluviaux.

Votre gouvernement ou son agence devrait entreprendre une classification des eaux dans chaque projet et ce, dès la première moitié de 2004. Une fois ce processus complété, une comparaison des bassins fluviaux et des pays va être entreprise en 2005 pour s'assurer que la classification est conséquente et compatible à travers l'Europe.

C'est là que votre organisation et ses membres peuvent jouer un rôle vital en 2004.

Une inquiétude générale subsiste que plusieurs pays continuent à se référer à la qualité chimique et à une surveillance inadéquate pour mettre la ligne de base du système de classification à un niveau relativement bas. Une bonne surveillance écologique (avec le poisson au sommet de l'écosystème) est une part intégrante du processus. Rester vigileant envers le processus au niveau national, régional et local pour s'assurer qu'une surveillance adéquate prenne place et que la classification soit précise.

Pour une copie complète du guide, contacter le bureau EAA Bruxelles.